RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE - QUATRIEME CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978



Jean PROVEUX,

39 ans, Maître assistant agrégé de Géographie
à l'Université de Tours,

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE.

Remplaçant éventuel : Simone DOUX,
Professeur adjoint d'Education physique et sportive.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Déjà candidats en 1973, nous avions dénoncé « la société de l'injustice, de l'inégalité et des scandales » et nous avions réussi à mettre le député sortant en ballotage, pour obtenir finalement plus de 44 % des suffrages.

Cette fois-ci, IL FAUT GAGNER car la majorité sortante et M. Voisin (R.P.R.) ont été incapables non seulement de tenir leurs engagements mais d'empêcher l'aggravation de la crise qui touche notre pays et en particulier LES PLUS DEFAVORISES.

IL NE SERT A RIEN DE MENTIR : LES PLANS BARRE SONT DES ÉCHECS

- **L'inflation** continue à un rythme accéléré, malgré les promesses de la limiter à 6,5 % en 1977. Les seuls prix alimentaires ont augmenté de 14 % et les achats des Français ont baissé en quantité réelle en 1977.
- **Le chômage** reste très élevé, car les licenciements collectifs continuent à augmenter (plus de 31.000 en décembre 1977). Les offres d'emplois, elles, tombent à un niveau ridicule : en Indre-et-Loire, pour 10.400 chômeurs officiels en décembre, 800 offres d'emplois seulement !
  Ni les jeunes, qui représentent plus de la moitié des chômeurs, ni les femmes, ni les autres ne croient sérieusement à l'amélioration de la situation ou aux stages de formation.
- Mais, plus grave, ce sont **LES PLUS DEFAVORISES QUI PAIENT LA CRISE :**
  — Le pouvoir d'achat des salariés stagne depuis plus d'un an. (En Allemagne, il augmente six fois plus vite que chez nous).
  — Le revenu des agriculteurs, lui, baisse de 8 % entre 1970 et 1977.
  — Les faillites des petits commerçants et artisans se multiplient.

Par l'action de cette majorité sortante, la France est devenue LE PLUS INEGALITAIRE DES PAYS INDUSTRIALISÉS DU MONDE.

Un dixième des Français possède la moitié de la fortune nationale et vingt Français détiennent un capital supérieur à 100 milliards d'anciens francs.

C'EST UN SCANDALE INTOLÉRABLE EN 1978.

Or, M. Voisin (R.P.R. chiraquien), comme tous les candidats de la majorité sortante (Radical, P.S.D.) en est totalement responsable. Quoiqu'il en dise, préoccupé de cumuler de trop nombreux mandats et présidences, il a ignoré et négligé les problèmes essentiels de cette circonscription.

- Les licenciements (en particulier chez Voyer) ou les dures batailles pour des conditions de travail décentes (chez Michelin).
- L'effondrement du revenu des agriculteurs en Indre-et-Loire.
- Le retard des équipements collectifs dans l'agglomération tourangelle ou leur disparition dans les campagnes plus éloignées.

La majorité sortante et M. Voisin n'ont d'autre argument que FAIRE PEUR pour empêcher l'arrivée au gouvernement des Socialistes.

La majorité sortante utilise MEME LA FRAUDE ELECTORALE (vote des Français à l'étranger) POUR FAUSSER LA DEMOCRATIE.

Plus grave, LE DEPUTE SORTANT N'A PAS LE COURAGE DE S'EXPLIQUER devant les électeurs ; il refuse aussi bien le face-à-face proposé par le candidat du Parti Socialiste que le débat public organisé par les Giscardiens !
C'est parce qu'il n'a rien à dire et rien à proposer.

DEPUIS 1972, LES SOCIALISTES TRAVAILLENT POUR L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN ET EN ONT PRÉVU LE FINANCEMENT

■ Un **plan immédiat de lutte contre les inégalités, le chômage et l'inflation :**
- S.M.I.C. à 2.400 francs par mois.
- Augmentation de 50 % des allocations familiales.
- Pour tous, retraite amenée à 75 % du salaire annuel moyen des dix meilleures années.
- Revalorisation du minimum vieillesse à 1.200 F par mois.
- Allocation d'aide sociale de 1.200 F par mois pour les handicapés adultes.
- Retour progressif à une véritable gratuité des soins.

- Le **financement des mesures sociales : la justice fiscale :**
  - Suppression de l'avoir fiscal et des autres privilèges fiscaux du capital.
  - Création d'un impôt sur les actifs nets des sociétés.
  - Création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 200.000.000 d'anciens francs.
  - Accroissement des droits de succession sur les gros héritages.
  - Relèvement du barème de l'impôt sur les hauts revenus.
  - Lutte vigoureuse contre la fraude fiscale : 6.000 milliards d'anciens francs.
- Une **politique de l'emploi assurant à chacun le droit au travail :**
  Les Socialistes veulent créer 500.000 emplois la première année :
  - Par création de 210.000 emplois dans le secteur public (en particulier P. et T., Santé, Sports, Culture) et à la disposition des collectivités locales.
  - Par réduction de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
  - Par réduction progressive de la semaine de travail à 35 heures.
  - Par relance de la consommation (voir mesures sociales).
  - Par interdiction des cumuls abusifs.
- Une **politique efficace de lutte contre l'inflation :**
  - Par suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité.
  - Par indexation de l'épargne.
  - Par blocage sélectif des prix industriels, des tarifs publics, des loyers et des charges.
  - Par réorganisation des circuits de distribution.
  - Par le contrôle de la publicité et la lutte contre les gaspillages.

UNE POLITIQUE DE JUSTICE SOCIALE

- Pour les jeunes, une véritable formation professionnelle assurée par l'école avec le concours de la profession.
- Pour les femmes, la fin de la discrimination dans les salaires et les emplois, dans la famille et la société et l'amélioration des conditions de vie.
- Pour les salariés des entreprises publiques et privées, le renforcement des droits des travailleurs, la création de conseils d'ateliers et de services, l'élection des conseils d'administration des entreprises nationalisées pour avancer vers l'autogestion.
- Pour les agriculteurs, des prix garantis couvrant les charges et payant leur travail et la maîtrise du foncier.
- Pour les artisans et commerçants, la justice sociale et fiscale.

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CROISSANCE

- Par une planification démocratique discutée à tous les échelons : l'entreprise, la commune, le département et la région, les Socialistes veulent permettre à chacun de participer au développement économique de notre pays.
- Ils refusent l'économie de gaspillage qui aboutit au massacre de notre environnement, à la mauvaise utilisation de l'énergie et des matières premières.

Il n'y a pas de socialisme sans respect de l'environnement et de la nature :

- L'économie doit être au service de l'homme : elle doit assurer en priorité ses besoins collectifs (transports, logement, santé, loisirs, etc.).
- L'économie doit garantir l'indépendance de notre pays : c'est le but des nouvelles nationalisations pour mettre fin aux monopoles (Pechiney-Ugine-Kuhlmann), contrôler l'industrie vivant de crédits publics (Dassault) ou reconstruire les secteurs sacrifiés par le capitalisme (Electronique).

CHANGER LA VIE

- Le socialisme, que nous voulons construire, ne se limite pas à des mesures sociales ou à des réalisations matérielles. Il veut **changer la vie,** c'est-à-dire :
  — Mettre fin à la toute-puissance de l'argent et à la recherche unique du profit.
  — Respecter l'individu et favoriser son épanouissement au lieu de « produire pour produire ».
  — Favoriser le développement de la vie associative.
  — Décentraliser au maximum les décisions et permettre à chacun d'accéder aux responsabilités pour construire progressivement l'AUTOGESTION.

LA LUTTE POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

- Le désarmement nucléaire reste l'objectif essentiel d'un gouvernement socialiste.
- La France luttera pour la disparition des blocs militaires.
- La France basera sa politique d'aide au tiers monde sur la volonté de développer l'économie de ces pays et le pouvoir d'achat de leurs travailleurs.
- Enfin, la France participera à la construction de l'Europe des travailleurs, réellement indépendante.

Voici les grandes idées que nous nous engageons à défendre lors de la prochaine législature. Les Socialistes montrent ainsi qu'ils sont **fidèles au Programme Commun de Gouvernement et à l'Union de la Gauche.** Ils n'acceptent pas les surenchères, car ils ne promettent que ce qu'ils peuvent tenir.
Les Socialistes considèrent que les plus défavorisés, les travailleurs, les chômeurs, les mal-logés, les personnes âgées, les familles modestes **NE PEUVENT ATTENDRE.**

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT CHASSER LA DROITE DU POUVOIR

C'est maintenant qu'il faut élire un député socialiste dans la quatrième circonscription.
C'est dès le premier tour qu'il faut choisir un député disponible, capable de répondre aux vrais soucis de ses concitoyens, présent dans toutes les luttes menées par les citoyens, les associations ou les syndicats.

DONNEZ LA VICTOIRE A LA GAUCHE EN VOTANT SOCIALISTE !

EN VOTANT **JEAN PROVEUX,**
Candidat du PARTI SOCIALISTE.

SUPPLEANTE, **SIMONE DOUX.**

VU, LE CANDIDAT,

Imp E V Tours r.c. 75 B 35